

26*. Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision, signée à Strasbourg le 22 juin 1960 [=Accordo europeo per la protezione delle emmissioni televisive, firmato a Strasburgo il 22 giugno 1960].

Storia: questo accordo (STE n. 34) è stato firmato a Strasburgo il 22 giugno 1961 e non è stato ancora ratificato dall'Italia.

Paesi aderenti: paesi che hanno ratificato la convenzione: Belgio, Cipro, Danimarca, Francia, Germania, Gran Bretagna, Norvegia, Spagna, Svezia, Turchia. *Paesi firmatari senza ratifica:* Grecia, Irlanda, Italia, Lussemburgo, Paesi Bassi.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna italiana. Vedi quelle di Belgio, Danimarca, Germania, Gran Bretagna, Norvegia, Paesi Bassi, Spagna, Svezia, Svizzera, Turchia pubblicate sul sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision, signée à Strasbourg le 22 juin 1960.

PREAMBULE

Les gouvernements signataires, membres du Conseil de l'Europe,
Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant que les échanges de programmes de télévision entre les pays européens sont de nature à contribuer à la réalisation de ce but;

Considérant que ces échanges sont entravés par l'impossibilité où se trouvent la plupart des organismes de télévision d'interdire la réémission, la fixation et la communication au public de leurs émissions, alors que, notamment, les organisateurs de manifestations artistiques ou les promoteurs d'événements sportifs subordonnent l'autorisation de diffusion vers d'autres pays à la garantie que les relais ne seront utilisés à d'autres fins que la réception privée;

Considérant que la protection internationale des émissions de télévision n'affectera d'aucune façon les droits des tiers pouvant exister au sujet de ces émissions;

Considérant que ce problème revêt un caractère d'urgence, compte tenu de la mise en place, à travers l'Europe, d'installations et de liaisons rendant dès maintenant techniquement aisés les échanges de programmes entre organismes européens de télévision;

Considérant qu'en attendant l'établissement d'une convention à vocation universelle sur les droits dits "voisins" actuellement envisagée, il sied que soit conclu un arrangement régional, restreint dans son objet aux émissions de télévision et limité dans sa durée,

Sont convenus de ce qui suit:

1. Les organismes de radiodiffusion constitués sur le territoire d'une Partie à l'Arrangement en conformité de la loi de celle-ci ou effectuant des émissions sur un tel territoire jouissent, en ce qui concerne toutes leurs émissions de télévision:

sur le territoire de toutes les Parties à l'Arrangement, du droit d'autoriser ou d'interdire:

a) la réémission de ces émissions;

b) la distribution au public de ces émissions par fil;

c) la communication au public de ces émissions par tout instrument transmetteur de signes, de sons ou d'images;

d) toute fixation de ces émissions ou de leurs images isolées et toute reproduction de cette fixation; et

e) la réémission, la distribution par fil ou la communication au public au moyen des fixations ou reproductions visées à la lettre d ci-dessus, sauf si l'organisme titulaire du droit a autorisé la vente au public de ces fixations ou reproductions;

sur le territoire de toute autre Partie à l'Arrangement, de la même protection que cette autre Partie accorde aux organismes de radiodiffusion constitués sur son territoire

en conformité de sa loi ou effectuant des émissions sur son territoire, lorsque cette protection est plus large que celle prévue au chiffre 1 ci-dessus.

2. Sous réserve de l'application des dispositions du chiffre 2 de l'article 1er et des articles 13 et 14, la durée de la protection prévue au chiffre 1 de l'article 1er ne pourra pas être inférieure à une période de vingt années à compter de la fin de l'année où l'émission a eu lieu.

3. Les Parties à l'Arrangement ont la faculté, moyennant la déclaration prévue à l'article 10, et en ce qui concerne leur territoire:

a) d'exclure la protection prévue au chiffre 1, lettre b, de l'article 1er en ce qui concerne les organismes de radiodiffusion constitués sur leur territoire ou effectuant des émissions sur un tel territoire, et de limiter l'exercice de cette protection, en ce qui concerne les émissions des organismes de radiodiffusion constitués sur le territoire d'une autre Partie à l'Arrangement ou effectuant des émissions sur un tel territoire, à un pourcentage des émissions de ces organismes, ce pourcentage ne pouvant pas être inférieur à 50% de la durée moyenne hebdomadaire des émissions de chacun de ces organismes;

b) d'exclure la protection prévue au chiffre 1, lettre c, de l'article 1er, lorsque la communication au public n'est pas faite contre paiement au sens de leur loi interne;

c) d'exclure la protection prévue au chiffre 1, lettre d, de l'article 1er, lorsqu'il y a fixation ou reproduction de cette fixation pour un usage privé ou dans le seul but d'enseignement;

d) d'exclure la protection prévue au chiffre 1, lettres d et e, de l'article 1er, lorsqu'il y a fixation d'images isolées ou reproduction d'une telle fixation;

e) Sans préjudice des dispositions du chiffre 1, lettre a, du présent article, d'exclure de toute protection prévue par l'Arrangement les émissions de télévision des organismes de radiodiffusion constitués sur leur territoire en conformité de leur loi ou effectuant des émissions sur ce territoire, lorsque ces émissions bénéficient d'une protection selon leur loi interne;

f) de limiter l'application de l'Arrangement aux organismes de radiodiffusion qui, constitués sur le territoire d'une Partie à l'Arrangement en conformité de la loi de celle-ci, effectuent des émissions sur le territoire de cette Partie.

Les mêmes Parties ont la faculté de prévoir, en ce qui concerne leur territoire, des exceptions à la protection des émissions de télévision:

a) lorsque, à l'occasion du compte rendu d'un événement d'actualité, il y a réémission, fixation ou reproduction de la fixation, distribution par fil ou communication au public de courts fragments d'une émission constituant elle-même tout ou partie de cet événement;

b) lorsqu'il y a fixation éphémère d'émissions de télévision réalisée par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions.

Les mêmes Parties ont la faculté, en ce qui concerne leur territoire, de désigner un organe qui pourra être saisi des cas où le droit de distribution au public par fil visé au chiffre 1, lettre b, de l'article 1er, ou le droit de communication au public visé au chiffre 1, lettre c, de l'article 1er, aura été refusé arbitrairement ou accordé à des conditions excessives par l'organisme de radiodiffusion titulaire de ce droit.

4. Les fixations d'une émission protégée par l'Arrangement ou d'une image isolée de celle-ci, ainsi que les reproductions de ces fixations, réalisées sur un territoire auquel l'Arrangement ne s'applique pas et importées dans le territoire d'une Partie à l'Arrangement sur lequel elles seraient illicites sans l'autorisation de l'organisme de radiodiffusion titulaire du droit, pourront y être saisies.

La disposition de l'alinéa précédent est applicable à l'importation dans le territoire d'une Partie à l'Arrangement de fixations de l'image isolée d'une émission protégée par l'Arrangement ainsi que de reproductions de ces fixations, lorsqu'elles sont réalisées sur le territoire d'une autre Partie à l'Arrangement en vertu des dispositions de l'alinéa 1, lettre d, de l'article 3.

La saisie a lieu conformément à la loi interne de chaque Partie à l'Arrangement.

Aucune Partie à l'Arrangement n'est tenue de prévoir une protection contre la fixation d'images isolées, ni la reproduction de cette fixation, des émissions d'un organisme de radiodiffusion constitué sur le territoire d'une autre Partie à l'Arrangement en conformité de la loi de celle-ci ou effectuant des émissions sur un tel territoire, lorsque cette autre Partie a fait usage de la réserve prévue à l'alinéa 1, lettre d, de l'article 3.

5. La protection prévue par l'Arrangement s'applique à l'émission de télévision, à la fois dans son élément visuel et dans son élément sonore. Elle ne vise pas l'élément sonore diffusé séparément.

6. La protection prévue à l'article 1er n'affecte aucun des droits pouvant exister au regard d'une émission de télévision au profit de tiers, notamment ceux des auteurs, artistes exécutants ou interprètes, des producteurs de films ou de phonogrammes et des organisateurs de spectacles.

Elle laisse également intacte la protection des émissions de télévision résultant d'autres sources de droit.

7. L'Arrangement est ouvert à la signature des membres du Conseil de l'Europe, qui peuvent y devenir Parties:

a) par la signature sans réserve de ratification; ou

b) par la signature sous réserve de ratification suivie du dépôt d'un instrument de ratification.

Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

8. L'Arrangement entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois membres du Conseil de l'Europe auront, conformément aux dispositions de l'article 7, signé l'Arrangement sans réserve de ratification ou l'auront ratifié.

Pour tout membre qui, ultérieurement, signera l'Arrangement sans réserve de ratification ou le ratifiera, l'Arrangement entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification.

9. Après l'entrée en vigueur de l'Arrangement, tout gouvernement européen non membre du Conseil de l'Europe ou tout gouvernement d'un pays non européen ayant des liens politiques avec un membre du Conseil pourra y adhérer avec l'accord préalable du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date du dépôt.

10. La signature, la ratification ou l'adhésion emportera de plein droit l'acceptation de toutes les dispositions de l'Arrangement. Chaque Partie devra spécifier, au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, quelles sont les réserves prévues à l'alinéa 1 de l'article 3 dont elle entend faire usage.

11. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux membres du Conseil, aux gouvernements des pays qui auront adhéré à l'Arrangement ainsi qu'au Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques:

a) toute signature avec les réserves éventuelles de ratification, le dépôt de tout instrument de ratification et la date de l'entrée en vigueur de l'Arrangement;

b) le dépôt de tout instrument d'adhésion effectué en application des dispositions de l'article 9;

c) toute déclaration et toute notification reçues en application des dispositions des articles 12, 13 ou 14;

d) toute décision du Comité des Ministres intervenue en application de l'alinéa 2 de l'article 13.

12. L'Arrangement s'applique aux territoires métropolitains des Parties.

Toute Partie peut, au moment de la signature, du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que l'Arrangement s'appliquera à l'ensemble ou à l'un des territoires dont elle assure les relations internationales.

Tout gouvernement qui, en vertu de l'alinéa 2 du présent article, aura fait une déclaration étendant l'application de l'Arrangement à un territoire dont il assure les relations internationales, peut dénoncer l'Arrangement séparément pour ce territoire, conformément à l'article 14 ci-dessous.

13. Le présent Arrangement demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Toutefois, à partir du 1er janvier 1990, aucun État ne pourra demeurer ou devenir Partie au présent Arrangement à moins d'être également Partie à la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, signée à Rome le 26 octobre 1961.

14. Toute Partie pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'Arrangement en donnant un préavis d'un an notifié à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

b) Testo inglese.

**European agreement on the protection of television broadcasts. Done at
Strasbourg on 22nd June 1960.**

PREAMBLE

The governments signatory hereto, being members of the Council of Europe,
Considering that the object of the Council is to achieve a greater unity between
its members;

Considering that exchanges of television programmes between the countries of
Europe are calculated to further the achievement of that object;

Considering that these exchanges are hampered by the fact that the majority of
television organisations are at present powerless to restrain the re-broadcasting, fixation
or public performance of their broadcasts, whereas the organisers of musical or dramatic
performances or the like, and the promoters of sports meetings, make their consent to
broadcasting to other countries conditional upon an undertaking that the relays will not
be used for purposes other than private viewing;

Considering that the international protection of television broadcasts will in no
way affect any rights of third parties in these broadcasts;

Considering that the problem is one of some urgency, in view of the installations
and links now being brought into service throughout Europe, which are such as to make
it easy from the technical point of view for European television organisations to
exchange their programmes;

Considering that, pending the conclusion of a potentially universal convention
on "neighbouring rights" at present in contemplation, it is fitting to conclude a regional
Agreement restricted in scope to television broadcasts and of limited duration,

Have agreed as follows:

1. Broadcasting organisations constituted in the territory and under the laws of
a Party to this Agreement or transmitting from such territory shall enjoy, in respect of all
their television broadcasts:

in the territory of all Parties to this Agreement, the right to authorise or
prohibit:

- a) the re-broadcasting of such broadcasts;
- b) the diffusion of such broadcasts to the public by wire;
- c) the communication of such broadcasts to the public by means of any
instrument for the transmission of signs, sounds or images;
- d) any fixation of such broadcasts or still photographs thereof, and any
reproduction of such a fixation; and
- e) re-broadcasting, wire diffusion or public performance with the aid of the
fixations or reproductions referred to in sub-paragraph d of this paragraph, except where
the organisation in which the right vests has authorised the sale of the said fixations or
reproductions to the public;

in the territory of any other Party to this Agreement, the same protection as that
other Party may extend to organisations constituted in its territory and under its laws or
transmitting from its territory, where such protection is greater than that provided for in
paragraph 1 above.

2. Subject to paragraph 2 of Article 1, and Articles 13 and 14, the protection
provided for in paragraph 1 of Article 1 shall last not less than a period of twenty years
from the end of the year in which the broadcast took place.

3. Parties to this Agreement, by making a declaration as provided in Article 10,
and in respect of their own territory, may:

a) withhold the protection provided for in sub-paragraph 1.b of Article 1 as
regards broadcasting organisations constituted in their territory or transmitting from such
territory, and restrict the exercise of such protection, as regards broadcasts by
broadcasting organisations constituted in the territory of another Party to this Agreement
or transmitting from such territory, to a percentage of the transmissions by such
organisations, which shall not be less than 50% of the average weekly duration of the
broadcasts of each of these organisations.

b) withhold the protection provided for in sub-paragraph 1.c of Article 1, where
the communication is not to a paying audience within the meaning of their domestic law;

c) withhold the protection provided for in sub-paragraph 1.d of Article 1, where
the fixation or reproduction of the fixation is made for private use, or solely for
educational purposes;

d) withhold the protection provided for in sub-paragraphs 1.d and e of Article 1,
in respect of still photographs or reproductions of such photographs;

e) without prejudice to sub-paragraph 1.a of this article, withhold all protection provided for in this Agreement from television broadcasts by broadcasting organisations constituted in their territory and under their laws or transmitting from such territory, where such broadcasts enjoy protection under their domestic law;

f) restrict the operation of this Agreement to broadcasting organisations constituted in the territory and under the laws of a Party to this Agreement and also transmitting from the territory of such Party.

It shall be open to the aforesaid Parties, in respect of their own territory, to provide exceptions to the protection of television broadcasts:

a) for the purpose of reporting current events, in respect of the re-broadcasting, fixation or reproduction of the fixation, wire diffusion or public performance of short extracts from a broadcast which itself constitutes the whole or part of the event in question;

b) in respect of the making of ephemeral fixations of television broadcasts by a broadcasting organisation by means of its own facilities and for its own broadcasts.

The aforesaid Parties may, in respect of their own territory, provide for a body with jurisdiction over cases where the right of diffusion to the public by wire referred to in sub-paragraph 1.b of Article 1, or the right of communication to the public referred to in sub-paragraph 1.c of Article 1, has been unreasonably refused or granted on unreasonable terms by the broadcasting organisation in which the said right vests.

4. Fixations of a broadcast in which protection under this Agreement subsists, or still photographs thereof, as well as reproductions of such photographs, made in a territory to which this Agreement does not apply and imported into the territory of a Party to this Agreement where they would be unlawful without the consent of the broadcasting organisation in which the right vests, shall be liable to seizure in the latter territory.

The provisions of the last preceding paragraph shall apply to the importation into the territory of a Party to this Agreement of still photographs of a broadcast in which protection under this Agreement subsists and of reproductions of such photographs, where such photographs or reproductions are made in the territory of another Party to this Agreement by virtue of sub-paragraph 1.d of Article 3.

Seizure shall be effected in accordance with the domestic law of each Party to this Agreement.

No Party to this Agreement shall be required to provide protection in respect of still photographs, or the reproduction of such photographs, of broadcasts made by a broadcasting organisation constituted in the territory and under the laws of another Party to this Agreement or transmitting from such territory, if the said other Party has availed itself of the reservation provided for in sub-paragraph 1.d of Article 3.

5. The protection afforded by this Agreement shall apply both in relation to the visual element and in relation to the sound element of a television broadcast. It shall not affect the sound element when broadcast separately.

6. The protection provided for in Article 1 shall not affect any rights in respect of a television broadcast that may accrue to third parties, such as authors, performers, film makers, manufacturers of phonographic records or organisers of entertainments.

It shall likewise be without prejudice to any protection of television broadcasts that may be accorded apart from this Agreement.

7. This Agreement shall be open to signature by the members of the Council of Europe, who may become Parties to it either by:

a) signature without reservation in respect of ratification; or

b) signature with reservation in respect of ratification, followed by the deposit of an instrument of ratification.

Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

8. This Agreement shall enter into force one month after the date on which three members of the Council of Europe shall, in accordance with Article 7 thereof, have signed it without reservation in respect of ratification or shall have ratified it.

In the case of any member of the Council of Europe who shall subsequently sign the Agreement without reservation in respect of ratification or who shall ratify it, the Agreement shall enter into force one month after the date of such signature or deposit of the instrument of ratification.

9. After this Agreement has come into force, any European government which is not a member of the Council of Europe or any non-European government having

political ties with a member of the Council of Europe may accede to it, subject to the prior approval of the Committee of Ministers of the Council of Europe.

Such accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe and shall take effect one month after the date of deposit.

10. Signature, ratification or accession shall imply full acceptance of all the provisions of this Agreement; provided always that any country may declare, at the time of signature or of deposit of its instrument of ratification or accession, that it intends to avail itself of one or more of the options in paragraph 1 of Article 3 above.

11. The Secretary General of the Council of Europe shall notify members of the Council, the governments of any countries which may have acceded to this Agreement and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works:

a) of any signatures, together with any reservations as to ratification, of the deposit of instruments of ratification and of the date of entry into force of this Agreement;

b) of the deposit of any instruments of accession in accordance with Article 9;

c) of any declaration or notification received in accordance with Articles 12, 13 or 14;

d) of any decision of the Committee of Ministers taken in pursuance of paragraph 2 of Article 13.

12. This Agreement shall apply to the metropolitan territories of the Parties.

Any Party may, at the time of signature, of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at any later date, declare by notice addressed to the Secretary General of the Council of Europe that this Agreement shall extend to any or all of the territories for whose international relations it is responsible.

Any government which has made a declaration under paragraph 2 of this article extending this Agreement to any territory for whose international relations it is responsible may denounce the Agreement separately in respect of that territory in accordance with Article 14 thereof.

13. This Agreement shall remain in force indefinitely.

Nevertheless, as from 1 January 1990, no State may remain or become a Party to this Agreement unless it is also a Party to the International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations signed in Rome on 26 October 1961.

14. Any Contracting Party may denounce this Agreement by giving one year's notice to that effect to the Secretary General of the Council of Europe.